

# LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.  
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

## ELECTIONS LÉGISLATIVES

Du 4 octobre 1885

Coalition socialiste révolutionnaire

**Ferdinand Gambon**, ancien membre de la Commune, député sortant;  
**Ed. Vaillant**, ancien membre de la Commune, conseiller municipal de Paris.  
**Henri Rochefort**;  
**Benjamin Flotte**;  
**Boulé**, conseiller prud'homme ouvrier, tailleur de pierres;  
**Emile Eudes**, ancien membre de la Commune;  
**Jules Guesde**;  
**Andrieux**, forgeron en voitures;  
**Lissagaray**;  
**B. Malon**, ancien membre de la Commune;  
**Drain**, conseiller municipal de Saint-Ouen;  
**S. Dereure**, cordonnier, ancien membre de la Commune;  
**Granger**, secrétaire de la Ligue pour l'abolition de l'armée permanente;  
**Albert Goullé**;  
**Henri Place**, déporté de 1871;  
**Ernest Vaughan**, rédacteur de l'*Intransigeant*;  
**Paul Lafargue**;  
**E. Chauvière**, typographe;  
**Gabriel Deville**;  
**Henri Brissac**, transporté de 1871;  
**Bergerol**, secrétaire général de la Fédération des groupes socialistes de la Libre-Pensée;  
**Ernest Roche**;  
**Daniel**, modeleur;  
**E. Fournière**;  
**Maës**, rédacteur de la *Bataille*.  
**G. Crépin**, caoutchoutier;  
**Tessier**, adjoint au maire de Montreuil;  
**Rysto**, ébéniste;  
**Blanck**, coupeur en chaussures;  
**Gerdy**, mécanicien, déporté de 1871;  
**Ponchet**, menuisier, détenu politique  
**Breuil**, correcteur typographe,  
**Nourrit**, transporté de Juin;  
**D'Estienne Susini**;  
**Boisse**, cocher;  
**Oury**, sculpteur sur pierre;  
**Odin**, relieur-garnier;  
**Cocheri**, employé de commerce;

Au Comité de rédaction du Socialiste,

Citoyens,

Voulez-vous m'ouvrir les colonnes de votre journal? Je viens d'assister à la réunion du Parti ouvrier au Palais de la Bourse. Je suis désolé. Vous avez vu ce qu'a été la séance. Il faudrait pourtant bien s'entendre et faire une coalition sérieuse, au lieu de se disputer. Ces disputes, en effet, entraînent toujours des représailles et, par suite, des excès regrettables. C'est là ce qui éloigne la grande masse du peuple, la grande masse des intéressés, la grande masse des exploités.

Il faut leur faire comprendre, à ceux qui prêchent si fort la division, qu'ils donnent à nos adversaires l'apparence de la raison.

Il faut leur faire comprendre que s'ils se préoccupent plus des idées et moins des personnes, les objections seraient moins tumultueuses et les réunions moins passionnées.

Il faut leur faire comprendre qu'il vaudrait beaucoup mieux, pour le triomphe de nos idées à tous, employer leurs trésors d'énergie en bonne propagande socialiste; employer leurs élans généreux à expliquer, à faire comprendre au peuple (ouvriers ou employés, petits bourgeois, exploités de toutes catégories) que sa cause est celle qu'ils défendent.

Il faudrait, enfin, qu'ils enseignassent à l'homme, que les hommes ont tous les mêmes besoins; qu'ayant les mêmes besoins, ils ont tous droit à les satisfaire; qu'ils ont tous le même moyen de les satisfaire, le travail; que, pour travailler, il faut avoir la matière à travailler, autrement dit les instruments du travail; que les instruments du travail, dans leur forme présente, exigent de plus en plus une action collective; que la seule cause de la misère, c'est la persistance

de leur mode privé de propriété, l'accaparement par quelques-uns de toutes les richesses et, par suite, l'asservissement de la grande masse des hommes à ces quelques-uns qui, après avoir tout accaparé, disent aux hommes: « Vous pouvez vous coucher sur notre sol, mais vous nous payerez un loyer; nous voulons bien que vous mangiez, mais alors travaillez pour nous; travaillez pour augmenter notre richesse et en même temps votre misère. » En effet, on a inventé des machines, ces machines ont fait le travail des ouvriers, et les riches ont dit aux ouvriers: « Vos bras ne nous sont plus nécessaires; nous vous donnions à manger pour nous approprier votre travail, mais nous n'avons plus besoin de votre travail; mangez ou ne mangez pas, peu nous importe. »

Et le mal est allé sans cesse croissant, croissant de telle sorte que tout progrès, toute conquête scientifique sont devenus une cause d'aggravation de la misère; au lieu d'être utiles à l'humanité, les perfectionnements sont devenus sa perte, concentrant tous les jours davantage les richesses dans les mains de quelques-uns et accroissant chaque jour la masse de ceux qui meurent de faim.

« Travaillez », leur criez-vous; mais vous leur refusez du travail. Non seulement vous leur refusez du travail, mais vous les mettez en prison, vous les privez de la liberté parce qu'ils n'ont pas à manger, parce qu'ils sont des vagabonds.

Avec l'appropriation commune des moyens de production, disparaissent de la terre le vol et la plupart des causes de l'assassinat et de toutes les mauvaises passions; le vol ne consisterait plus, comme aujourd'hui, à prendre, (chacun ayant tout ce qui pourrait lui être nécessaire), mais à ne pas travailler, c'est-à-dire à user sans contribuer soi-même au bien-être général; les voleurs d'aujourd'hui ne sont pas ceux qui pillent, mais ceux qui vivent du travail des autres.

Voilà ce qu'il faudrait apprendre à la masse. Voilà ce qu'il faudrait lui faire comprendre. Et alors que chacun serait éclairé, chacun tendrait vers ce but, chacun volerait pour ceux qui prendraient l'engagement formel de poursuivre l'accomplissement de ces idées, de ces réformes et de ces révolutions; tandis qu'on l'éloigne par le spectacle des querelles personnelles et qu'on nuit ainsi soi-même à son parti.

Citoyens, je crois que cette lettre pourra être utile à notre parti, je vous demande de la publier.

Salut fraternel,

Edmond J. SCHWOB.  
41, rue Rodier.

Le porte-plumes de M. Henry Fouquier, étiqueté P. F., est un véritable phénomène. C'est inouï ce que ce serin-là peut accumuler d'absurdités en une centaine de lignes.

Dans le *XIX<sup>e</sup> Siècle* de lundi, il s'est escrimé contre l'appel de l'Agglomération parisienne aux électeurs publié par le *Socialiste* samedi dernier.

Ce qui lui sert de cervelle étant incapable de penser sainement, et son ignorance saugrenue ne lui permettant pas de suppléer à cette incapacité constitutionnelle, il a fait les confusions les plus ridicules d'idées, les alliances les plus grotesques de mots. Il est presque inutile d'ajouter qu'il n'a pas fourni un semblant d'argument. Si elle n'a que de tels adversaires à nous opposer, la presse bourgeoise est à plaindre.

### Les 25 francs de M. Deschamps

M. le conseiller Deschamps, ayant eu l'imprudence de contester certaines affirmations de Lafargue dans une réunion publique du cinquième arrondissement, dut s'engager à verser 25 fr. dans notre caisse électorale si on lui prouvait, par des chiffres officiels, qu'il avait tort.

Il y a quinze jours que nous avons fourni ces chiffres, et M. Deschamps ne les a pas contestés; mais il a manqué à sa parole, il n'a pas encore payé.

Voilà les faits.

Se refuser à payer ce que l'on doit, savez-vous, conseiller Deschamps, comment cela s'appelle? Cela s'appelle de l'improbité. Et savez-vous ce que l'on dit de celui qui ne tient pas ses engagements? On dit de lui que c'est un homme déloyal.

### UNE LETTRE ÉDIFIANTE

La *Justice* de dimanche dernier publiait les lignes suivantes que nous reproduisons intégralement :

M. Paul Brousse nous adresse la communication suivante qu'il nous prie d'insérer, en réponse à la note que nous avons publiée récemment sur son désistement :

« Deux congrès républicains ont eu lieu dans l'Hérault, l'un, dit des réunions publiques; l'autre, des réunions privées; ils ont été tenus le premier à Béziers, l'autre à Pézenas.

« En voici les résultats :

« Congrès de Béziers. — Salis (député sortant), 188 voix; Vernière (député sortant), 182 voix; Vernhes (député sortant), 173 voix; Paul Brousse, 155 voix; Ménard-Dorian (député sortant), 150 voix; Galtier (député sortant), 138 voix; Razimbaud, conseiller général, 92 voix. Venait à un rang très inférieur, M. Déandres avec 75 voix.

« Congrès de Pézenas. — Vernière (député sortant), 178 voix; Galtier (député sortant), 166 voix; Ménard-Dorian (député sortant), 165 voix; Salis (député sortant), 164 voix; Vernhes (député sortant), 161 voix; Razimbaud, conseiller général, 149 voix; Déandres, banquier, 96 voix. Venait huitième, Paul Brousse, avec 63 voix.

« MM. les députés de l'Hérault, membres de l'extrême gauche, avaient deux lignes de conduite à suivre :

Ou opter entre les deux congrès, entre les deux programmes, entre les deux listes;

Ou adopter les résultats des deux congrès et aboutir à une liste unique;

« Dans les deux cas, une seule liste restait debout dans l'Hérault, c'était la suivante :

Salis, Vernhes, Vernière (extrême gauche); Ménard-Dorian, Galtier, Razimbaud (gauche radicale); Paul Brousse, socialiste.

« Mais cela était le triomphe de la candidature socialiste et la défaite de la candidature opportuniste de M. Déandres, cousin de M. Vernière, et ancien correspondant de M. Emile Olivier, ministre de l'Empire.

« MM. les radicaux ont agi autrement :

« Ils ont accepté la solidarité avec M. Déandres sur une liste. Le citoyen Brousse a alors — et seulement alors — refusé toute solidarité avec eux sur une autre liste, et comme il ne pouvait sans argent et sans journaux se présenter tout seul dans tout un département, il s'est désisté. »

PAUL BROUSSE.

Ainsi, c'est lorsque les radicaux ont refusé de se solidariser avec M. Brousse, « et seulement alors » insiste M. Brousse, que ledit M. Brousse « a refusé toute solidarité avec eux »! Et M. Brousse « s'est désisté », simplement parce qu'il aime mieux garder ses sous que de les dépenser.

Nous refusant à suivre les amis de M. Brousse dans leur système d'attaques personnelles, nous n'insisterons pas sur le côté comique de ces conclusions. Nous sommes surpris, seulement, de voir la « fédération des travailleurs socialistes » refuser à Paris toute entente avec les autres fractions du parti socialiste révolutionnaire, alors qu'elle a admis la possibilité pour son chef de se solidariser dans l'Hérault non avec des socialistes, mais avec des radicaux, et encore avec des radicaux moins avancés que ceux d'extrême gauche.

La lettre de M. Brousse n'est pas faite pour justifier l'étrange attitude prise jusqu'ici, à Paris, par ses amis avec lesquels, quant à nous, nous sommes et nous serons, jusqu'au dernier moment, prêts à faire cause commune.

Il n'est pas encore trop tard pour bien faire. Par notre division nous affaiblissons de gaité de cœur une manifestation qui, pour être imposante, n'exigerait que l'oubli des rancunes personnelles. Comprendons tous enfin que nous devons nous effacer devant l'intérêt général.

Allons, citoyens, un bon mouvement, et marchons unis au scrutin de dimanche.

Le *Socialiste* s'est chargé de recevoir les souscriptions pour couvrir les frais de la campagne électorale de la Coalition socialiste révolutionnaire.

Ainsi que les souscripteurs qui se sont adressés à nous ont pu déjà le constater, le montant de leur souscription a été immédiatement transmis au *Cri du peuple* et inséré par lui.

### Pour le développement du SOCIALISTE

3<sup>e</sup> liste de parts de propriété souscrites :  
Planet, 1; — Svilkossitch, 1; — L. Hennem, 1; — L. L., 5;  
— Aimée Geslin, 1; — Lecour, 2; — Total 11.  
Total général à ce jour : 41.

# LA DETTE PUBLIQUE

## ET SES ORIGINES

La dette publique, ainsi que Karl Marx le remarque dans *Le Capital*, « donne à l'argent improductif la valeur reproductrice, sans qu'il ait pour cela à subir les risques et les troubles inséparables de son emploi industriel, ou même ceux de l'usure privée. » Si la dette publique est pour les capitaux le placement qui offre le plus de garanties, elle est aussi la condition première et le moyen le plus puissant d'agiotage boursier; et l'agiotage est une des conditions de vie de la finance moderne et un des moteurs de la centralisation capitaliste, qui ne s'accomplit que par le dépouillement ou l'expropriation des capitalistes.

L'immense majorité des travailleurs ne peut et ne pourra jamais bénéficier des avantages de la dette publique, bien que les travailleurs fournissent à eux seuls l'argent que nécessite son service public. Dans le budget ordinaire des dépenses pour 1883, qui s'élevait à trois milliards 27 millions, le service de la dette figurait pour un milliard 98 millions, pour plus d'un tiers, tandis que l'instruction publique ne figurait que pour 133 millions.

Le service de la dette exige que l'Etat impose tout habitant d'une somme moyenne annuelle de 30 fr. L'empereur Guillaume et Bismarck, après avoir acheté leur victoire par des millions de francs et des milliers de soldats, prélevèrent sur la France vaincue une indemnité de guerre de cinq milliards; les rentiers de l'Etat prélèvent sur la France des travailleurs une indemnité annuelle de plus d'un milliard.

Le prélevement annuel d'un milliard par la France des oisifs, est motivé par le spécieux prétexte qu'il est le paiement du service rendu à l'Etat par les prêteurs publics; cependant les créanciers de l'Etat, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal métamorphosé en effets publics, d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Est-ce que la Banque de France, dont le papier présente moins de garantie que les titres de rente, sert un intérêt aux personnes qui échangent leur or contre ses billets? — Le service de la dette publique démontre que les capitalistes considèrent l'Etat comme une vache à lait; il doit, non seulement protéger leurs capitaux, mais encore leur payer des intérêts annuels pour leur rendre ce service. Cette exploitation est poussée si loin, que l'Etat sert des intérêts pour de l'argent qu'il n'a jamais reçu.

Ainsi, depuis la fin du siècle dernier, l'Etat paye 6.086.000 fr. placés en rente 5 0/0 pour les dettes des pays réunis à la France (pour la Belgique, les départements de la rive gauche du Rhin, le Piémont, la Ligurie, les duchés de Parme, de Plaisance, etc.) On avait annexé ces pays et leurs dettes, car les rentes des prêteurs publics sont respectées même par les ennemis vainqueurs; ces pays sont aujourd'hui désannexés, mais la nation française continue seule à supporter le poids de leur dette, sans doute afin que les conquêtes de la Révolution bourgeoise et de l'empire ne soient pas complètement perdues pour la France.

La dette publique représente encore une autre grande conquête de la Révolution bourgeoise. La Convention, qui créa le *Grand livre de la Dette publique*, le livre sacré de la bourgeoisie, afin qu'il fût « le tombeau des anciens contrats et le titre unique et fondamental de tous les créanciers », afin qu'on ne pût établir aucune distinction entre les rentiers de l'ancien et du nouveau régime, et afin de les rendre solidaires du maintien de la dette, la Convention, ayant à soulever la nation paysanne et ouvrière pour tenir tête à l'Europe monarchique coalisée, vota aux volontaires de la République un milliard de biens nationaux. Si ce vote devait rester à l'état de promesse, en avril 1825, voulant assurer aux bourgeois la tranquille possession des biens nationaux qu'ils avaient volés, les Chambres de Charles X votèrent aux émigrés un milliard d'indemnité; et depuis lors, depuis 60 ans, la nation paysanne et ouvrière sert aux anciens nobles une rente annuelle de 30 millions. Voilà comment les paysans et les ouvriers touchèrent le milliard de biens nationaux promis aux volontaires de la Révolution.

Non seulement la France des travailleurs paye pour les vols des bourgeois; mais encore, depuis 1856, elle paye annuellement aux d'Orléans une rente de 600,000 fr. pour les indemniser des vols de Napoléon III; depuis 1816, elle paye annuellement une rente de 1,499,654 fr. pour acquitter les dettes de Louis XVIII; depuis 1858, elle paye annuellement une rente de 8,397 fr. pour le rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie, institué par Napoléon I<sup>er</sup> pour récompenser le maréchal Bessières de sa participation au coup d'Etat de Brumaire. Si, pendant la période révolutionnaire et les guerres de l'empire,

l'Etat ne put tenir tous ses engagements, les bourgeois ne perdirent rien pour attendre; au contraire, de 1801 à 1822 on inscrivit sur le Grand Livre de la Dette publique, cet herbier conservateur des infamies de tous les régimes bourgeois, 34 millions de rentes annuelles données en paiement du service de l'arriéré: les bourgeois étaient ainsi récompensés de leurs sacrifices involontaires. Les infamies des bourgeois coloniaux sont aussi conservées dans le livre de la Dette. Le gouvernement provisoire de 1848 abolit l'esclavage dans les colonies françaises; mais, au lieu d'obliger les possesseurs d'esclaves à indemniser leurs nègres pour les années de torture qu'ils leur avaient infligées, le gouvernement, afin de consoler les planteurs de la perte de leurs noirs, leur alloua une rente de 5,787,117 fr. que les hommes libres de France payent fidèlement tous les ans aux esclavagistes des colonies.

Il serait trop long d'analyser la Dette publique en tous ses détails; mais les faits cités suffisent pour caractériser quelques-unes de ses origines.

## Une visite à Louise Michel

— Mais qu'avez-vous donc? Vous avez l'air tout bouleversé, comme si la vue d'une prison vous troublait, me dit en souriant Louise Michel, me voyant entrer.

— Ah! citoyenne, il nous est pénible de vous savoir emprisonnée; mais je ne m'attendais pas à vous voir derrière une grille; j'espérais causer avec vous dans une chambre, vous serrer les mains.

— Mon cher Lafargue, me répondit-elle, il n'existe pas d'autre parloir dans cet hôtel où les bourgeois me logent gratis. Je ne me plains pas; j'en ai supporté de plus dures à vous dire vrai; j'ai trouvé en prison un bonheur que je n'ai jamais connu en liberté, j'ai des loisirs pour étudier et j'en profite. Quand j'étais libre j'avais ma classe, cent cinquante élèves au plus; ça ne suffisait pas à me faire vivre, les deux tiers au moins ne payaient pas; le soir, jusqu'à dix et onze heures, il me fallait donner des leçons de musique, de grammaire, d'histoire, de tout enfin; et quand je rentrais, je me couchais fatiguée, incapable de rien faire; j'aurais alors donné des années de vie, afin d'avoir des heures pour étudier.

Ici, à Saint-Lazare, j'ai du temps à moi, beaucoup de temps; et j'en suis heureuse: je lis, j'étudie; j'ai appris plusieurs langues. Un ami, G..., m'a donné des leçons de russe, déjà je puis le lire, et même l'écrire un peu. Vous le savez, j'ai une excellente mémoire, la chose principale pour l'étude des langues. J'ai appris l'anglais toute seule... Il faut que je sache plusieurs langues pour ce que je veux entreprendre à ma sortie de prison...

En attendant que je reconquière ma liberté d'action, ma liberté de propagande, j'écris. J'ai écrit des livres pour les enfants; je leur enseigne à penser en citoyens, en révolutionnaires, tout en les amusant; j'ai fait, dans des romans, la peinture réaliste des misères de la vie, j'essaie de souffler dans le cœur des hommes l'amour de la révolution.

Pendant une heure et demie, nous causâmes ayant perdu le souvenir du lieu où nous étions, parlant de tout, abordant tous les sujets: politique courante, élections, littérature réaliste, romans nouveaux, voyages.

— Ne me plaignez pas, je suis plus libre que beaucoup de ceux qui se promènent à ciel découvert; ceux-là sont prisonniers par la pensée; ils sont enchaînés par leur propriété, par leurs intérêts d'argent, leurs tristes nécessités de vie; ils sont absorbés au point de ne pouvoir vivre en êtres humains, en êtres pensants. Moi, je vis de la vie du monde. Je suis avec enthousiasme le mouvement révolutionnaire de Russie, d'Allemagne, de France, de partout. Oui, je suis une fanatique et, ainsi que les martyrs, mon corps ne ressent pas la douleur quand ma pensée me transporte dans le monde de la révolution.

Emprisonnée entre ces murailles épaisses, je revis mon beau voyage de la Nouvelle-Calédonie. Jamais mon être n'a été si puissamment ému par le spectacle de la nature, que lorsque je voguais sur la sombre immensité de l'Océan, lorsque, au pôle sud, j'assistais à une tempête de neige et que je voyais l'air blanc de neige et la mer noire dévorant les flocons qui tombaient à sa surface, alors que dans mon cœur vivaient les sanglantes journées de la défaite et la sublime explosion du 18 mars.

Je peuple ma solitude de milliers de souvenirs. Et mes chers Canaques! quels barbares que les civilisés! J'ai appris leur langue, leur musique, leurs chants; j'ai vécu au milieu d'eux; ils m'aimaient comme si j'appartenais à leur tribu. J'avais fondé une école; en un rien de temps, j'apprenais à ces petits sauvages à lire et à compter; mais il faut vous dire que j'avais inventé une méthode spéciale à leur usage...

Louise Michel s'étendit longuement sur la question pédagogique qui l'intéresse si vivement.

— J'ai reçu une lettre du maire de Nouméa; il me réclame pour que j'aille là-bas fonder des écoles. J'irai.

C'était émouvant d'entendre parler cette femme héroïque.

— Ah! citoyenne, comme vous nous manquez!  
— Ne me parlez pas de grâce; je ne veux pas de grâce, jamais, à aucun prix.

— Ce ne serait pas une grâce que vous ferait le gouvernement en vous rendant la liberté dont il vous prive par la force. Un révolutionnaire, et c'est mon opinion mûrement réfléchie, ne doit pas reconnaître à la bourgeoisie le droit de le condamner; il cède à la force énorme qui

l'écrase, mais n'abandonne aucun des droits et si, après l'avoir enfermé, le gouvernement bourgeois lui ouvre les portes de sa prison, il ne lui fait pas une grâce, il lui restitue la liberté qu'il lui avait dérobée; il lui doit même des réparations pour les mois de prison qu'il lui a fait faire. Je viens de terminer huit mois de prison et je compte en tirer dommages et intérêts le jour de la révolution. Songez donc, citoyenne, aux services que vous rendriez à la cause révolutionnaire si vous étiez libre.

— Non, je ne veux pas de grâce; je ne sortirai de prison que si l'on donne une amnistie. Que ceux qui m'aiment ne me parlent jamais de grâce, ce serait me déshonorer.

— Jamais aucune grâce ne déshonorerait Louise Michel recommençant le lendemain de sa sortie sa campagne de lutte révolutionnaire.

— Allons, cessons, je ne veux pas entendre parler de grâce. N'oubliez pas de m'apporter vos livres d'anthropologie et le *Descent of man* de Darwin, sa lecture fortifiera mon anglais. Dites aux amis que je me porte bien. Adieu et au revoir.

Paul LAFARGUE.

## LA CANDIDATURE DE CLASSE

Il en est qui pensent que seuls des travailleurs manuels peuvent représenter d'autres travailleurs.

D'après les partisans de la candidature exclusivement manuelle, si Blanqui fut, sans contredit, la personification du désintéressement et le lutteur révolutionnaire le plus infatigable du siècle, était encore parmi nous, il faudrait, à les entendre, l'écartier devant la candidature d'un Brialou ou d'un Patenne. D'après eux, en dehors des ouvriers manuels il n'y a pas de socialistes; Fourier, Marx, Babeuf ne sont que de vulgaires bourgeois?

Quelle misère!

A cette tactique soutenue, d'ailleurs, sans aucune espèce d'argument sérieux, on a opposé la tactique de la lutte de classe, embrassant toutes les forces vives du parti socialiste, sans s'occuper de savoir si ceux qui l'incarnent sont des ouvriers manuels ou des médecins, des ingénieurs, des hommes de lettres, etc.

Pour nous, nous ne cesserons de le répéter, la lutte de classe ne consiste pas dans des personnalités ouvrières manuelles, mais bien dans des principes; en effet, si un ouvrier comme Brialou se trouve en présence, dans la période électorale, d'un bourgeois comme Brissac, c'est ce dernier qui représente la lutte de classe, par la raison bien simple que Brissac représente ce parti conscient qui marche à l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste, tandis que l'ouvrier Brialou n'est qu'un souteneur de la propriété individuelle.

Aussi, nous ne demanderons jamais de passeport à ceux qui viennent à nous; nous ne leur demanderons pas s'ils ont les mains calleuses, ni d'où ils viennent, mais où ils vont; et s'ils marchent vers le même but que nous, nous les considérerons comme des compagnons d'armes ayant les mêmes devoirs et les mêmes droits que nous.

En cela, nous ne ferons qu'imiter les bourgeois du siècle dernier, admettant parmi eux des hommes qui, déserteurs de leur classe, avaient pris les armes contre la noblesse et fait cause commune avec la bourgeoisie.

Il y a un autre danger auquel ne réfléchissent pas assez les partisans de la candidature ouvrière manuelle; c'est que les bourgeois, opportunistes ou radicaux, en usent et en abusent. Ainsi, la presse bourgeoise a soutenu Patenne contre Eudes, et l'ouvrier Lyonnais, qui joua un si triste rôle au congrès du Havre, est candidat opportuniste. Comme on le voit, tout les parlés, quels qu'ils soient, jouent de cette guitare. Aux travailleurs à déjouer ces manœuvres.

Nous ne devons pas oublier que les premiers socialistes du siècle, les Fourier, Cabet, etc., n'étaient pas des ouvriers manuels; que Marx et Engels, eux qui, depuis 1847, ont proclamé, dans leur admirable manifeste communiste, la nécessité de la transformation de la société actuelle, n'étaient pas non plus des ouvriers manuels. Et c'est après tant d'exemples que vous voudriez enfermer le parti socialiste dans le cercle étroit de la candidature manuelle? Allonc donc, vous voulez rire. Nous, nous considérons que, au contraire, plus il viendra à nous de déclassés de la bourgeoisie et plus nous serons forts. Et pour en finir avec la candidature exclusivement manuelle, nous dirons ceci:

Si, entre un ouvrier comme Dereure et un bourgeois comme Vaillant nous ne distinguons pas, nous saurons toujours faire une différence entre des ouvriers comme Brialou ou Tolain et des bourgeois comme Blanqui.

G.

## LETTE DES ETATS-UNIS

New-York, le 9 septembre 1885.

Sur la décision de la grande majorité des groupes, le comité exécutif national du parti socialiste américain a convoqué un congrès à Cincinnati pour le cinq octobre. Le congrès aura à régler de nombreuses et importantes questions; ses résolutions auront sans doute une grande influence sur le développement du parti, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Voici les questions portées à l'ordre du jour: 1<sup>o</sup> réglementation des affaires du parti; 2<sup>o</sup> rapport sur l'état du mouvement et du parti organisé; 3<sup>o</sup> révision du programme et de la constitution du parti; 4<sup>o</sup> de l'organe officiel du parti; 5<sup>o</sup> de la création d'un organe du parti en

anglais; 6° de la littérature du parti; 7° de la statistique ouvrière; 8° la journée de huit heures; 9° affaires diverses. Vous serez, bien entendu, tenu au courant des travaux du congrès.

Depuis le premier congrès constitutif de Baltimore, le parti s'est considérablement accru, comme nous le pouvons juger par sa presse, par la quantité de brochures publiées en allemand et en anglais, enfin par les secours matériels envoyés aux partis socialistes d'Europe. Ainsi, lors des élections législatives en Allemagne l'an dernier, le parti a expédié aux socialistes allemands à peu près vingt mille francs. Cette année, il souscrit en faveur des socialistes français.

En dehors de l'organe officiel du parti, *Der Socialist*, qui compte trois mille abonnés fixes, presque chaque grande ville a son organe, telles sont, par exemple, New-York, Philadelphie, Chicago, St-Louis, etc. *Die New-Yorker Volkszeitung* a trois éditions différentes, une est quotidienne, les deux autres sont hebdomadaires. Aussi l'influence du parti s'étend de plus en plus et cette influence a forcé plusieurs des Etats les plus anciens et les plus riches d'instaurer, par voie de législation, des bureaux de statistique ouvrière. Ces bureaux publient mensuellement et annuellement des rapports sur la situation — vie matérielle, physique, intellectuelle et morale — des ouvriers dans les fabriques et ateliers.

Grâce à cette statistique périodique, nous savons qu'en Amérique la situation de la classe ouvrière n'est pas le moins du monde supérieure à celle des ouvriers européens. Elle nous apprend qu'il y a en Amérique, sur une population de 51 millions d'habitants, 14.744.942 ouvriers occupés dans 245 industries différentes, et 2.647.157 ouvrières occupées dans 222 de ces 245 métiers, c'est-à-dire dans 5/6 de la production nationale. Le nombre des femmes travaillant dans des fabriques augmente sans cesse. Il y avait, en 1870, 1.836.000 femmes ou 9 1/4 0/10 de la population; en 1880, il y en avait déjà 2.647.157 ou 10 3/4 0/10. Cette augmentation en dix ans est énorme.

Dans les filatures d'Amérique, il y a 13.000 femmes de plus que d'ouvriers. Dans la pratique médicale, on compte 2.432 femmes, et 12.000 comme infirmières, sur 15.000 infirmiers.

Le salaire des femmes est naturellement inférieur à celui des hommes, et ceux-ci sont loin d'avoir une situation satisfaisante, ainsi que nous le prouvent les immenses grèves qui éclatent fréquemment. La statistique nous dit que là où l'ouvrier gagne 1 dollar (5 fr.), le patron gagne au moins 1 d. 8 cts (5 fr. 40) et parfois plus.

Dans une prochaine lettre, je vous enverrai plus de détails sur l'organisation ouvrière, soit comme parti politique, soit comme Trades-Unions.

R. J.

## MOUVEMENT SOCIAL

### FRANCE

**Paris.** — Dimanche dernier ont eu lieu les obsèques de l'ancien membre de la Commune, Ant. Arnaud.

Les roussins ont pris prétexte de la mise sur le cercueil d'une simple écharpe rouge pour tomber sur les assistants. Il était réservé au ministère Brisson et Allain-Targé de faire ce que Waldeck-Rousseau n'a pas osé. Il n'y a pas actuellement de loi interdisant les emblèmes de couleur rouge, laquelle n'effraye que les bœufs et ceux qui leur ressemblent, les châtres. L'illégalité réside ici dans l'attentat à la liberté de ceux qui se bornent à faire ce que la loi ne défend pas. Mais nous l'avons toujours dit, la légalité n'est qu'une des formes de la force, n'ayant de sens que contre les dirigés; quant aux dirigeants, ils se bornent à utiliser la force qu'ils ont en main sous la forme légale ou illégale qui leur semble convenir le mieux à leurs intérêts.

La légalité, ça se subit, ça se brise, ça ne se respecte pas. Il n'y a que les complices honteux ou avoués des dirigeants pour soutenir le contraire. Et il est édifiant de voir des feuilles radicales, qui attaquaient Ferry, inscrire sur leur liste de candidats les Brisson, les Allain-Targé qui se servent, en les aggravant, des procédés arbitraires du Tonkinois. Simple question d'émargement aux fonds secrets.

— On nous demande l'insertion de la lettre suivante. Il est bon d'ajouter que le « parti ouvrier » visé dans cette lettre est la fraction possibiliste.

Citoyen,

La ligue de résistance des ouvriers en voitures n'ayant jamais adhéré à l'union fédérative, voulant rester groupe corporatif et ne prendre aucune part aux élections prochaines, invite le parti ouvrier à retirer le nom de ce dit groupe de dessus ses affiches, nom qu'il a mis sans entente préalable.

Pour le comité fédéral,

Le secrétaire,

TRAVERS, rue d'Avron, 107.

— La chambre syndicale de la céramique décide à la majorité qu'elle s'allie à l'Union socialiste révolutionnaire pour la période des élections.

Elle dira après la période si elle veut reprendre son indépendance.

La chambre syndicale, après discussion, décide qu'elle n'aura pas de candidats.

P. GODARD.

Le secrétaire de séance

L. MARTIN.

**Allier.** — Il y a deux ans, en poursuivant Dormoy, Guesde et Lafargue, et en les condamnant à six mois de

prison, les bourgeois crurent qu'ils allaient arrêter le parti ouvrier dans son développement; aujourd'hui les opportunistes et les radicaux faisant liste commune, trouvent comme seuls adversaires les candidats du parti ouvrier et ils les trouvent plus puissants que jamais.

Les trois opportunistes, les deux radicaux et l'orléaniste à faux nez républicain qui composent la liste radicale-opportuniste de l'Allier, pensaient que leur tournée électorale allait être un triomphe: ils s'étaient divisé le département; convoquant les électeurs à de certains jours pour venir entendre leurs promesses menteuses. Quel fut leur étonnement quand, le jour même de leur entrée en campagne, ils virent se dresser devant eux le candidat du parti ouvrier J. Dormoy. C'était aux mines de Bert; les candidats bourgeois se disaient: nous n'avons affaire qu'à de pauvres mineurs habitués à l'obéissance, nous n'aurons qu'à leur servir un petit boniment sur la participation aux bénéfices et sur l'association du capital et du travail, et le tour sera joué.

Mais ces messieurs comptaient sans leur contradicteur Dormoy qui, en peu de mots, démolit tous leurs arguments, aux grands applaudissements des mineurs. Le sieur Aujame, gros propriétaire opportuniste, indigné de l'attitude de l'assemblée, se leva et déclara que tout cela était bel et bien, mais qu'il n'avait pas dîné; il fit sa révérence et partit aux cris des ouvriers lui disant: « quand nous sommes dans le trou de la mine des douze et quatorze heures, nous ne pouvons pas le quitter pour aller manger notre pain. »

Dormoy ayant appelé le radical Mathé intransigeant, celui-ci protesta énergiquement contre ce qualificatif qu'il considérait comme une insulte; cela donne la mesure du républicanisme de M. Mathé.

Les deux candidats de la liste bourgeoise ont été hués: A bas les traîtres!

Le lendemain, les groupes du parti ouvrier de Moulins donnaient une grande réunion publique; plus de deux mille personnes envahirent la salle, une foule plus nombreuse encore stationnait à la porte. Le succès fut éclatant, le citoyen Dormoy développa le programme du parti ouvrier et la liste socialiste fut acclamée.

Déjà deux grandes réunions avaient été tenues à Montluçon et à Commeny et, bien que organisées par les bourgeois, la victoire y était restée aux socialistes.

Le 20, grande réunion à Cusset. Le bureau était composé de nos amis le citoyen Roubeau, conseiller municipal, et des citoyens Birgand et Pataud.

L'opportuniste Aujame commença par déclarer qu'il était partisan de la liberté en toutes sautes, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc... Aujame, rendu modeste par sa défaite des mines de Bert, flatta les ouvriers dont il était, à l'en croire, l'ami le plus sûr, le plus fidèle, etc... lui aussi était un ouvrier, puisqu'il était propriétaire.

Ouvrier, vous, lui répondit le citoyen Lafargue, parce que vous travaillez à toucher les rentes que vous font vos ouvriers! les maîtres d'esclaves disaient qu'ils travaillaient quand ils fouettaient leurs noirs. La belle liberté que possède l'ouvrier dans vos ateliers, dans vos usines, dans vos mines; la vie de l'ouvrier est une vie d'esclave; il en sera ainsi tant que le capital restera entre les mains des bourgeois.

M. Mathé, qui prit la parole après Lafargue, était tout déconcerté, il bredouilla misérablement quelques mots.

Dormoy attaqua Aujame. Vous dites que vous voulez la séparation de l'Eglise et de l'Etat, vous en avez menti.

Aujame joua de l'indignation et demanda à Dormoy de retirer son mot. — Jamais je ne le rétracterai, car j'ai dit la vérité, en voici la preuve.

Aujame, qui ne voulut pas assister à la lecture des documents que possédait Dormoy, se retira au milieu des huées de la salle.

L'assemblée était conquise aux candidats du parti ouvrier, en dépit des opportunistes et des bourgeois qui s'y trouvaient. Dereure acheva de l'enlever en déclarant que les candidats socialistes ne songeaient qu'à une chose, à faire de la propagande, et que, pour eux, la période électorale était la meilleure occasion qu'ils pouvaient saisir pour cela.

Le président Roubeau mit aux voix la proposition suivante:

« Les citoyens présents à la réunion du 20 courant protestent énergiquement contre l'alliance radicale-opportuniste, et engagent tous les travailleurs de l'Allier à voter pour la liste socialiste du parti ouvrier. »

A la presque unanimité, la résolution fut votée; trois voix seulement se prononcèrent contre.

Les radicaux et les opportunistes ont voulu prendre leur revanche de cette réunion. Dereure et Dormoy étant allés à la Palisse, Lafargue restait seul pour la réunion de Vichy. Les opportunistes envahirent la salle, mais malgré leurs vociférations on nomma président et assesseurs les citoyens Georges, Cotte et Augier, membres du parti ouvrier; ils commencèrent alors à pousser des hurlements d'animaux, faisant la bête à s'y tromper. Le boucan devint épouvantable quand Lafargue attaqua la politique opportuniste. Pendant une demi-heure, Lafargue lutta contre le tapage; devant le parti pris, le président leva la séance après avoir fait voter un blâme contre les gueulards de la coalition radicale-opportuniste. Lafargue fut acclamé à la sortie; des centaines de citoyens l'accompagnèrent en criant: vive le Parti ouvrier! vive la Révolution sociale!

Le 22 septembre, nouvelle réunion à Jaligny. Les trois candidats du parti ouvrier qui suivent les candidats radicaux-opportunistes comme le chasseur la perdrix, étaient dans un pays absolument neuf; jamais personne n'avait fait une conférence socialiste dans ce canton rural situé à 18 kilomètres de la plus prochaine station de chemin de fer.

Les candidats ouvriers ne connaissaient que le citoyen Brussot. Les candidats bourgeois, arrivés dès le matin,

avaient convoqué tous leurs amis et leur avaient distribué les rôles. La présidence, comme de juste, fut donnée à un des leurs, M. Praile, de la *Démocratie du Centre*. Des que Dormoy prit la parole, les interruptions commencèrent. Le président Praile remplit son rôle de chien de garde, interrompant l'orateur, faisant des discours. Sa conduite fut si scandaleuse, qu'elle indigna l'assemblée qui lui vola un blâme après lequel il partit tout honteux. La réunion a été un grand succès; les théories du parti ouvrier, développées par Dormoy et Lafargue, ont été acclamées par toute l'assemblée, même par ceux auxquels on avait monté la tête. La réunion se sépara aux cris de Vive la République sociale! vive la Révolution sociale!

— La liste socialiste du parti ouvrier, comprenant déjà, ainsi que nos lecteurs le savent, les citoyens Dereure, Dormoy, Lafargue, Mellier et Morel, a été complétée par l'adjonction du citoyen Julien Souchet aîné, cultivateur à Saint-Prix.

**Gard.** — Le parti socialiste du Gard va affirmer la lutte des classes au scrutin du 4 octobre, la lutte du prolétariat contre les patrons ou les candidats des patrons. Ce sera là une bonne campagne pour le parti socialiste.

La liste des six candidats comprend: Jules Guesde, E. Fournière, Lalauze, conseiller municipal d'Alais, Ed. Vailant, Puech, ancien maire de Beaucaire, Henri Brissac.

Une série de conférences données par le parti socialiste ont lieu dans le Gard avec le concours des candidats socialistes; une certaine agitation règne parmi la population fatiguée des exigences patronales.

Notre ami Jules Guesde n'a consenti à figurer sur cette liste d'union qu'avec la liberté de défendre dans les réunions le programme intégral et unique du parti.

**Lyon.** — Lorsque les socialistes engagent la lutte dans une élection quelconque, les radicaux et les opportunistes oublient leurs petites querelles pour se liguier contre leur ennemi commun, le socialisme.

C'est ce qui est arrivé dimanche passé pour l'élection de la Guillotière, mais la manœuvre n'a réussi qu'à moitié; il s'agissait de nommer deux conseillers municipaux, un seul a obtenu la majorité; à la dernière heure une liste avait été opposée portant un candidat des opportunistes et un candidat du comité de l'Alliance.

L'Union électorale des travailleurs socialistes avait choisi comme porte-parole les citoyens Bonnard et Lyon; ces candidats ont affirmé les principes socialistes révolutionnaires et ont obtenu près de 1.500 voix, quoique la presse lyonnaise n'ait pas daigné insérer les noms de ces deux citoyens. Aujourd'hui les électeurs de la Guillotière ont à voter pour le deuxième conseiller à élire; l'Union des travailleurs socialistes maintient, au second tour, le nom du citoyen Bonnard comme candidat.

**Marne.** — Les candidats du parti ouvrier pour le département de la Marne sont les citoyens:

Pédron, ouvrier horloger à Reims;

Galand-Mignon, propriétaire vigneron à Venteuil;

César, ouvrier sabotier, vice-président du conseil des prud'hommes à Reims;

Maupoix, ouvrier tonnelier à Châlons;

Rousseau, proscrit du deux décembre à Epernay;

Lachenay, ouvrier caviste, ex-gérant de la *Défense des Travailleurs*, à Reims.

### ETRANGER

**Allemagne.** — Dans les élections qui ont eu lieu en Saxe, le 15 de ce mois, pour la Diète de Saxe, les démocrates-socialistes ont gagné trois circonscriptions, à Dresde, capitale de Saxe, à Chemnitz-Campagne et enfin dans une troisième ville. Il faut remarquer qu'en Saxe, les élections se font sur la base du cens, c'est-à-dire que seuls les Saxons qui payent un certain impôt direct, sont électeurs. Les deux tiers presque des habitants de la Saxe sont dépourvus du droit de vote. Pour pouvoir être élu, il faut payer trente-cinq francs d'impôts au minimum. Les élections pour la Diète se font tous les deux ans et par tiers.

Dans la principauté Weimar, les socialistes ont également eu un des leurs élu député pour la Diète de Weimar.

**Angleterre.** — Le mouvement commence en Angleterre et la preuve c'est que la police s'en mêle. Dans un meeting en plein air qui vient d'avoir lieu, on a arrêté plusieurs orateurs socialistes. Il existe des endroits à Londres qu'une longue coutume a consacrés aux réunions en plein air. La gent religieuse, les athées, les prédicateurs de la tempérance, toutes les croyances qui, s'adressant au peuple, ont besoin d'un lieu de réunion populaire, ont tour à tour fait de la rue leur salle de réunion.

Dans ces derniers temps les socialistes qui, eux aussi, s'adressent à la masse, ont tenu leurs meetings en plein air. De là les attaques de la police, sur l'ordre de leurs patrons capitalistes, contre les socialistes directement, et indirectement contre le droit de tenir des meetings en plein air à Londres.

Il y a huit jours de cela, un socialiste, John Williams, fut arrêté pour avoir fait un discours à Limehouse, dans le East End, c'était un récidiviste. Aussi a-t-il été condamné à la prison.

Dimanche, dix mille personnes s'étaient réunies au lieu du meeting. La police essaya d'empêcher les discours. Mais des discours n'en ont pas moins été prononcés. Dès qu'on arrêtait un orateur, un autre prenait sa place. Une dizaine d'orateurs ont parlé.

Pendant un certain temps la foule — une foule absolument calme — a pu tenir en respect la police par la force du nombre. Enfin celle-ci parvint, grâce à une manœuvre, à se frayer passage et à mettre en état d'arrestation quelques-uns des agitateurs.

A une heure de l'après-midi le meeting était terminé. L'unique maison de la rue, outre les magasins fermés le dimanche, est un café. Comme les cafés ne s'ouvrent qu'à une heure à Londres, on avait décidé de se séparer un peu avant cette heure afin de ne pas causer d'obstruction.

Au moment où on se retirait en bon ordre, un homme portant une bannière fut brutalement saisi par la police et traîné au poste.

La foule garda son sang-froid. Mais dimanche prochain les socialistes se réuniront encore une fois, et on parlera encore au même endroit.

Il faudra que la police se décide à arrêter la moitié de Londres, si elle compte venir à bout, par la brutalité, des meetings en plein air.

**Belgique.** — On nous demande l'insertion suivante : « Nous prions nos compagnons et surtout les différents groupes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, au cas où des membres ou compagnons auraient l'intention de venir à Anvers, de vouloir bien s'adresser au citoyen A. Nevelsteen, Keizerlei 19,2.

« Des raisons spéciales nous obligent à avertir les sections et les groupes de n'envoyer personne, en un mot rien de ce qui concerne le parti, chez Ph. Coenen, celui-ci étant depuis longtemps exclu du parti.

« Les organes du parti socialiste sont priés de vouloir publier cette communication. »

**Italie.** — La misère, en Italie, prend des proportions extraordinaires. Le *Diritto*, journal de Rome, dit que dans les trois premières semaines de juillet il y a eu à Rome « huit cas officiels de morts de faim ». Le *Diritto* cite le nom des victimes, l'âge va de l'enfant au vieillard de soixante-dix ans. Ce sont là les cas officiellement constatés, et combien meurent ainsi sans que leur mort soit enregistrée par la statistique officielle.

Un autre tableau de la misère croissante en Italie nous est fourni par la statistique que publie le ministère de l'agriculture. Nous voulons parler de la maladie qui ravage beaucoup de provinces de la « bella Italia » maladie connue sous le nom de « pellagra » ou « rose milanaise » ou « lepra lombardica », c'est-à-dire lèpre de la Lombardie. Cette maladie terrible, amenant souvent la folie ou l'idiotisme, entraîne, au bout de trois ou sept ans au plus, la mort. La cause en est une nourriture insuffisante, et de cette maladie souffraient, d'après le ministre de l'agriculture, en 1881, 104,067 personnes, dont 34,630 en Lombardie, 55,881 dans la province de Venise et le reste dans six autres provinces.

## Variétés

### Manifeste du parti communiste

#### II. — PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES

(Suite)

Quelle est la situation des communistes vis-à-vis des prolétaires pris en masse ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts distincts de ceux du prolétariat tout entier.

Ils ne proclament point de principes qu'ils voudraient imposer au mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis prolétaires ne sur deux points : dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en compte et font valoir les intérêts communs du prolétariat entier, sans distinction de nationalité; et dans les différentes phases évolutives de la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils défendent toujours la cause du mouvement général.

Pratiquement, les communistes sont donc la partie la plus résolue, la plus avancée des partis ouvriers de tous les pays; théoriquement, ils ont cet avantage sur le reste du prolétariat d'avoir une vue claire des conditions, de la marche et du but du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de toutes les fractions du prolétariat : organisation des prolétaires en parti de classe, destruction de la suprématie bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées ou des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur.

Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique évoluant sous nos yeux. L'abolition de la propriété n'est pas le caractère distinctif du communisme.

La forme de la propriété a subi de constants changements, de continues transformations historiques.

La révolution française abolit la propriété féodale en faveur de la propriété bourgeoise.

Le caractère distinctif du communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Or, la propriété privée de la bourgeoisie est la dernière et la plus parfaite expression de la production et de l'appropriation des produits sur la base des antagonismes de classes, de l'exploitation des uns par les autres.

En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette proposition : *abolition de la propriété privée.*

On nous reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété personnelle acquise par le travail, la propriété qui est la garantie de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance.

Par propriété acquise par le travail, entend-on la propriété du petit bourgeois, du petit paysan, antérieure à la propriété bourgeoise? Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a déjà abolie, ou est en train de l'abolir.

Ou bien veut-on parler de la propriété privée de la bourgeoisie moderne ?

Mais est-ce que par son travail salarié le prolétaire acquiert de la propriété? Nullement, il crée le capital, c'est-à-dire la propriété qui exploite le travail salarié et qui ne peut s'accroître qu'à la condition de créer du nouveau travail salarié, afin de l'exploiter encore. Dans sa forme présente, la propriété se meut entre les deux termes antagoniques : capital et travail salarié. Examinons les deux côtés de cet antagonisme.

Être capitaliste signifie occuper non seulement une position personnelle, mais encore une position sociale dans le système de la production. Le capital est un produit collectif; il ne peut être mis en mouvement que par les efforts combinés d'une masse d'individus, disons plus, que par les efforts combinés de tous les individus de la société.

Le capital n'est donc pas une force personnelle, mais une force sociale.

Dès lors, quand le capital est transformé en propriété commune, appartenant à tous les individus de la société, ce n'est pas une propriété personnelle qui est transformée en propriété sociale; il n'y a que le caractère social de la propriété qui soit transformé : il perd son caractère de propriété de classe.

Arrivons au travail salarié.

Le prix moyen du travail salarié est le minimum du salaire, c'est-à-dire, la somme des moyens d'existence dont l'ouvrier a besoin pour vivre en ouvrier. Par conséquent ce que l'ouvrier salarié s'approprie par son activité, est tout juste ce qui lui est nécessaire pour entretenir son existence. En aucun cas nous ne pourrions abolir cette appropriation personnelle des produits du travail indispensables à l'entretien de l'existence : cette appropriation ne laisse derrière elle aucun profit net qui donne du pouvoir sur le travail d'autrui. Ce que nous voulons, c'est détruire le caractère misérable de cette appropriation, qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital et ne vit que dans la mesure qu'exigent les intérêts de la classe régnante.

Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé. Dans la société communiste, le travail accumulé ne sera qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et d'embellir l'existence des travailleurs.

Dans la société bourgeoise, le passé domine le présent; dans la société communiste, c'est le présent qui dominera le passé. Dans la société bourgeoise, le capital est indépendant et personnel, tandis que l'individu agissant est dépendant et privé de personnalité.

Et c'est l'abolition d'un pareil état de choses que la bourgeoisie flétrit comme l'abolition de la personnalité et de la liberté. En cela elle n'a pas tort. Car il s'agit effectivement de l'abolition de l'individualité, de l'indépendance et de la liberté bourgeoises.

(A suivre).

## COMMUNICATIONS

### Union socialiste révolutionnaire

Comité électoral central du département de la Seine,

Tous les secrétaires des groupes adhérant à l'union socialiste révolutionnaire sont invités à envoyer par leur délégué ou par écrit à la réunion du comité électoral central du lundi 28 septembre, salle Horel, la liste exacte des noms et adresses des citoyens pouvant distribuer les bulletins le 4 octobre.

Le secrétaire  
AUG. VAILLANT

### Institut civique et professionnel

Division A, 1<sup>re</sup> section, 19 rue des Bernardins. Cours gratuits complémentaires et préparatoires aux examens, tous les jours de 5 heures à 7 heures; professionnels tous les jeudis de 9 heures à midi et de 2 heures à 5 heures. Réouverture lundi 23 septembre.

## LE SOCIALISTE

Organe du Parti Ouvrier

COMITÉ DE RÉDACTION

G. Deville, R. Fréjac, J. Guesde, P. Lafargue, A. Le Tailleur.

CORRESPONDANTS POUR L'ÉTRANGER;

Allemagne : **Bebel** et **Liebkecht**. — Suisse : **Becker** et **Bernstein**. — Belgique : **Anseele** et **Van Beveren**. — Angleterre : **Belfort Bax** et **Ed. Aveling**. — Espagne : **Iglesias**. — Etats-Unis : **Roseberg**. — Russie : **Plekhanoff** et **Tikhomiroff**. — Italie : **Martignetti**. — Danemark : **Rienzi**; etc. etc.

## LIBRAIRIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

ACHILLE LE ROY

145, bis, rue Saint-Jacques, PARIS

Envoi franco de toutes les brochures socialistes, ainsi que du catalogue.

## REVUE FINANCIÈRE

La semaine dernière, en commençant l'étude des fonds d'Etats, j'ai été amené à parler des agents de change, officiels ministériels ayant le privilège honteux et rémunérateur de servir d'intermédiaires dans les tripotages financiers.

Eh bien! j'ai grandement tort, paraît-il, d'attaquer ces honorables courtiers, et jamais personne ne pourra arriver à ternir l'éblouissante pureté de leur réputation. C'est du moins ce qui m'est affirmé dans une lettre que j'ai reçue d'un brave homme se donnant beaucoup de mal pour m'expliquer la situation de ces messieurs, et pour en conclure qu'ils ne doivent pas être rendus responsables des conséquences des opérations qu'ils sont chargés de faire pour des financiers peu scrupuleux.

Pauvre naïf! qui s' imagine qu'on peut exécuter cette besogne sans se salir les mains; quand, au contraire, c'est grâce à leur pouvoir absolu que les agents de change faussent les cours pour favoriser les coups de Jarnac de leurs chefs. Prenons un exemple :

On est en période de hausse, c'est-à-dire au moment où les financiers gouvernementaux et autres filous mettent tout en œuvre pour faire acheter par le public leur stock de titres. Les agents de change reçoivent chaque jour des ordres d'achats au premier cours. Ces messieurs s'entendent pour coter un premier cours très élevé, comptent à leurs clients le prix de ce cours fictif, puis ils achètent au cours réel, c'est-à-dire moins cher.

En période de baisse, c'est-à-dire au moment propice choisi par les meneurs pour effrayer les porteurs de titres et les leur acheter bon marché, le contraire se produit pour le premier cours. Les agents de change, recevant des ordres de vente, établissent un premier cours fictif plus bas que le cours réel.

Cette manœuvre cousue de fil blanc, est un *abus de confiance* bien caractérisé et commis sciemment, n'en déplaît à mon contradicteur.

Ces différences sur le premier cours rapportent plusieurs millions par an aux agents et forment une partie de leurs bénéfices scandaleux.

Du reste, ils ont trouvé d'autres trucs pour voler le public, par exemple, celui du cours moyen. Le cours d'une valeur est 450; ils reçoivent des ordres d'achats pour 100 titres au cours moyen de la Bourse du jour, ils achètent d'abord 99 titres à 450 puis ils en achètent 1 à 460. Le cours moyen est ainsi fixé à 455, prix qu'ils font payer au public confiant. Ils ont perdu 5 fr. sur un titre et ont gagné 5 fr. sur 99 titres.

Que dites-vous de ça, mon brave homme? Il y a cependant une loi qui punit d'amende et de prison toute manœuvre tendant à fausser le cours des fonds publics. Quelle belle occasion de supprimer le monopole des agents de change en les mettant tous à l'ombre, légalement.

Mais les lois ne sont pas faites pour être appliquées aux riches et aux puissants, leurs rigueurs sont soigneusement conservées pour les faibles et les malheureux sans défense au milieu de cette société de jouisseurs égoïstes.

PENAUD.

Le Gérant : DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

## PROPAGANDE RÉPUBLICAINE-SOCIALISTE A. LECOURTOIS

libraire, 38, Rue Daubenton, PARIS

Livraison immédiate à domicile, à raison de 50 cent. et 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au *Socialisme*, à l'*Histoire*, aux *Sciences naturelles* et à la *Littérature* en général.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

## LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 c. broché, 2 fr. 25 c. richement relié; (14<sup>e</sup> édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur : LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi f<sup>o</sup> contre 1 fr. 25.